

LA DÉMOCRATIE

Un joyau en danger, une culture à réinventer !

Les signaux se multiplient: la démocratie ne relève plus de l'évidence. Dans sa dernière livraison, la revue trimestrielle *En Question* dresse un dangereux constat. Elle invite à penser, en profondeur, le redéploiement d'une véritable culture démocratique. Tour d'horizon des principaux enjeux.



La démocratie passe inévitablement par la rencontre avec l'autre.

On vit avec elle depuis qu'on est né. On l'apprécie tellement qu'on ne saurait s'en passer. Et pourtant, on la connaît si mal qu'on peine souvent à la définir. La démocratie pourrait-elle disparaître? En Belgique comme ailleurs, elle semble en tout cas lourdement fragilisée. Pire: elle peine de plus en plus à convaincre. S'il existe bien des pistes pour la revigorer, force est de constater que le chantier est de taille.

Le constat

"Depuis des années, on décrit la démocratie représentative comme 'fragilisée' ou 'menacée'. Aujourd'hui, la situation me semble bien plus grave." Ariane Estenne est préoccupée. La présidente du Mouvement ouvrier chrétien, grande partisane de la démocratie culturelle, s'inquiète en particulier de la montée de l'extrême droite, généralisée dans bien des endroits du globe. "On a le sentiment de vivre pas seulement un épuisement, mais aussi un renoncement à la démocratie, y compris en Belgique." On change d'experte? Pas de point de vue. "La démocratie va très mal", pointe Céline Nieuwenhuys, secrétaire

générale de la Fédération des services sociaux. Et la sociologue de relever la succession des crises, les dérives du néolibéralisme, et le grand écart entre les élites d'un système et les réalités de terrain. "De trop nombreuses personnes se sentent seules, isolées, essouffées, et donc impuissantes face aux défis immenses auxquels elles et nous toutes et tous sommes confrontés." Large concordance de vue. Reste à dépasser le constat. A en comprendre les causes, surtout.

Les causes

Luc Carton est philosophe. Longtemps inspecteur dans le domaine de l'éducation permanente, il demeure un chercheur attentif et un homme engagé. Il s'intéresse de près aux liens qui unissent gouvernants et gouvernés. Et, en la matière, il est sévère: pour lui, "les conditions de légitimité et d'efficacité de la démocratie, comme régime, ne sont plus suffisamment en état pour être convaincantes". C'est même la "capacité du pouvoir politique d'honorer ses responsabilités" qui serait mise en doute. L'homme donne trois éléments d'explication. L'impuissance publique tout d'abord. Le contexte dans lequel les poli-

tiques publiques sont aujourd'hui développées diffère très largement de celui dans lequel elles ont vu le jour. La mondialisation et la privatisation, en particulier, réduisent fortement la marge de manœuvre des Etats. "L'énergie a été libéralisée", rappelle, à titre d'exemple, Luc Carton. "Ce qui explique l'impuissance des gouvernements face à la crise énergétique, sauf à distribuer de l'argent comme ils le font actuellement." Deuxième élément: ce que Carton définit comme "l'inconséquence politique". Le philosophe regrette un manque de (véritable) transparence dans l'action publique. Il déplore que les mandataires n'aient pas suffisamment l'habitude de rendre compte de leur travail. Au final, "le citoyen est tenu à l'écart de la compréhension des tenants et aboutissants de l'action publique", estime Carton.

Qui pointe un troisième facteur, plus profond: le délitement du lien de la représentation. Par le passé, de grands récits – ou idéologies – permettaient de donner un sens, de créer un lien entre délégation et vision. "Aujourd'hui, dans un monde complexe, ces grands récits ne parviennent plus à désigner le monde de manière stable, durable et communicable", déplore Carton. L'heure serait-elle au retour d'un grand chef, d'un pouvoir fort? Qui parviendrait à rassembler les troupes autour d'une vision restrictive de la race, de la nation ou de la tradition? Dans ce monde devenu si complexe, de nombreux citoyens sont effectivement tentés par des formules autoritaires. Luc Carton y voit "autant de faux ciments qui font fi de la réalité, de la complexité du monde, de la mondialisation, de la diversité culturelle". Et autant de menaces sur la démocratie.

Les solutions

Rassurez-vous, l'article n'est pas fini. Et la démocratie a encore de beaux jours devant elle. Des solutions existent. Oh, pas des clé-sur-porte. Mais plutôt des pistes. Des voies à explorer... L'une d'elles: voir la démocratie moins comme un état

de fait (ou un ensemble de techniques) que comme une culture à acquérir et à développer. "Nous pouvons la développer à l'école, en famille, en entreprise, dans les associations, etc.", souligne Luc Carton. "La démocratie est d'abord une attitude, un comportement, qui se pratique, se cultive."

La démocratie commence donc sur le pas de la porte... de son voisin. Elle passe inévitablement par la rencontre avec l'autre. Elle nécessite toutefois aussi des mécanismes de structuration, aptes à passer des enjeux micros aux défis globaux. De ce point de vue, le secteur associatif, l'éducation permanente et l'ensemble des "corps intermédiaires" ont un rôle-clé à jouer. "L'éducation permanente offre des lieux d'instruction et de délibération nécessaires pour penser les grands enjeux à long terme", pose Ariane Estenne. "Elle permet aux gens de passer d'une position passive, d'un sentiment d'abandon, d'aliénation, de désespoir ou de colère, à une position active d'organisation et d'action collective, et d'être acteurs du changement, dans une mobilisation collective."

Autre point de vigilance: la prise en compte des inégalités. Une démocratie dans laquelle seules les élites seraient écoutées... n'en serait plus une! "Le parlement est un lieu où, globalement, seules les élites se sentent à l'aise", insiste Céline Nieuwenhuys. Qui plaide pour la création d'espaces nouveaux. "Il faut organiser la participation citoyenne dans des espaces agréables, conviviaux, où la population se sent bien, proposer un bol de soupe, prévoir une garderie pour les enfants, etc." Immense défi donc. Dans lequel chacun est appelé à jouer un rôle...



Vincent DELCORPS
La revue "En Question" est publiée par le Centre Avec, association d'éducation permanente et œuvre de la Compagnie de Jésus. Le numéro de printemps est intitulé "Sommes-nous vraiment démocrates?". Pour l'acheter: 02 738 08 28 www.centreaavec.be.

La démocratie, c'est quoi ?

"C'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple", disait Abraham Lincoln. Exact, mais un peu... vague! Si chacun croit savoir ce qu'est la démocratie, tout le monde peinerait sans doute à la définir.

Il existe tant de modèles de gouvernements démocratiques dans le monde qu'il peut parfois être plus facile de comprendre l'idée de démocratie sous l'angle de ce qu'elle n'est pas", reconnaît le Conseil de l'Europe, principale organisation de défense des Droits de l'Homme sur le continent. Eh bien, commençons ainsi.

Ce qu'elle n'est pas. En aucun cas, dans une démocratie, le pouvoir ne pourrait être concentré entre les mains d'une seule personne. Elle n'est donc ni autocratie ni dictature. De même, elle ne pourrait être confondue avec une oligarchie – régime dans lequel le pouvoir est exercé par un groupe minoritaire. La loi de la majorité, alors? Presque, mais pas tout à fait. Dans une démocratie, les lois doivent effectivement bénéficier du vote d'une majorité. Mais, par différents

mécanismes, une démocratie saine respecte aussi les droits des minorités.

Ses principes fondamentaux. La démocratie repose essentiellement sur deux principes de base. Le premier, c'est le principe d'autonomie individuelle. C'est l'idée que "nul ne doit être soumis à des règles imposées par d'autres", comme l'indique le Conseil de l'Europe. Ou, pour le dire autrement: chacun doit pouvoir donner son avis sur des règles le concernant. Le deuxième principe est celui de l'égalité. Si tout le monde doit pouvoir donner son avis, personne ne peut avoir plus de poids qu'un autre.

Des modalités changeantes. Reste à transformer ces principes en modèles concrets. En la matière, il est frappant de constater la grande diversité de réa-

lités. République ou monarchie, Etats fédéral ou unitaire, vote à la proportionnelle ou système majoritaire... "Il n'existe pas deux systèmes parfaitement semblables", poursuit le Conseil de l'Europe. Une caractéristique commune, tout de même: la présence de "représentants" du peuple. Dans nos démocraties modernes, le citoyen ne vote pas directement pour des lois, mais il élit des représentants par le biais d'élections – on parlera de démocratie représentative. Cela n'empêche que ce système soit complété par des mécanismes de démocratie directe.

Le respect des Droits de l'Homme. Il ne faudrait pas réduire la démocratie à une question de mécanique institutionnelle. Fondamentalement, la démocratie est liée aux Droits de l'homme. "L'un

comme l'autre ne peuvent fonctionner en l'absence de l'autre", souligne le Conseil de l'Europe, qui estime même que "la démocratie est en fait la seule forme de gouvernement compatible avec les droits de l'homme". Il va de soi qu'une société qui ne garantirait les libertés de pensée, d'expression, de réunion ou de religion ne saurait être pleinement démocratique. Une démocratie doit assurer aussi le respect de droits socio-économiques (les fameux "droits de l'homme de la deuxième génération"). En effet, une personne qui ne pourrait bénéficier d'un minimum de ressources financières, d'une éducation correcte, ou d'une santé suffisante risque en effet de ne pouvoir effectivement peser sur la définition des politiques publiques.

V.D.

RAPHAËL GLUCKSMANN

"Le problème ? C'est les meubles !"

Le 6 mars dernier, l'essayiste français, également député européen, était de passage à la tribune des Grandes conférences catholiques. Devant une salle conquise, il a évoqué quelques-unes des menaces qui pèsent sur nos démocraties.



ver la réponse: elles aimait trop leurs meubles pour pouvoir déménager!

L'anecdote, racontée par Raphaël Glucksmann, est aussi, pour lui, source d'inspiration. "C'est le principe que j'essaie de suivre: j'essaie de ne pas penser avec mes meubles. De pouvoir déplacer les meubles, voire de m'en débarrasser quand il le faut." Le lien avec la démocratie? "Je crois que dans la corruption de la cité que nous observons aujourd'hui, l'amour des meubles joue un rôle prédominant."

Le péril autoritaire

Parmi les périls de l'heure figure assurément celui des régimes autoritaires, actuellement incarné par le régime russe. Sur lequel l'eurodéputé a une position bien arrêtée. "Je ne pense pas que nous soutenions l'Ukraine par solidarité ou par conviction. Nous le faisons, intelligemment, par égoïsme. Un égoïsme salvateur! Car le régime de Poutine n'est pas simplement en guerre avec l'Ukraine; il est en guerre avec toute l'Union européenne et avec nos démocraties. Soutenir l'Ukraine revient donc à se soutenir soi-même. Fournir des armes à Zelensky, c'est probablement l'investissement dans notre propre sécurité le moins coûteux jamais réalisé..."

Et Glucksmann de réfuter l'étiquette d'idéaliste qui lui est parfois accolée. "Depuis 20 ans, je suis réaliste sur la nature du régime de Poutine, et sur la nécessité, pour les Européens, de faire face aux tyrans qui les

"Je ne pense pas que nous soutenions l'Ukraine par solidarité"

menacent. Ceux qui ne sont pas réalistes sont ceux qui ont raconté que Poutine était un partenaire fiable, et que le gaz russe était une garantie de paix perpétuelle... En fait, ce qui s'est passé le 24 février 2022 [date de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ndr], c'est la remise en cause des meubles."

Le péril de la corruption

Au Parlement européen, Glucksmann préside la Commission spéciale sur l'ingérence étrangère dans les processus démocratiques de l'Union européenne. A ce titre, il est en première ligne pour observer – et dénoncer – les tentatives d'ingérence dans lesquelles le Qatar et le Maroc se sont récemment illustrés. "Mais la corruption, ce n'est pas simplement des valises de billets ou des boîtes de caviar", insiste-t-il. "La corruption, c'est la dégénérescence de la cité. Elle commence quand l'intérêt général s'efface devant les intérêts particuliers. Quand les puissances privées dominent l'espace public. Quand, en chacun de nous, l'individu prend le pas sur le citoyen. La corruption, c'est un état d'esprit général. (...) Machiavel a bien montré que les chutes de civilisation sont d'abord le fruit d'une dégénérescence interne. C'est d'abord parce que l'aristocratie romaine s'est corrompue qu'il y eut les générations barbares. De même, c'est parce que les élites françaises ont dégénéré qu'il y eut l'étrange défaite de 1940..."

V.D.